

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 34/3 (2007)

DOI: 10.11588/fr.2007.3.50694

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Eckard MICHELS, *Von der Deutschen Akademie zum Goethe-Institut. Sprach- und auswärtige Kulturpolitik 1923–1960*, München (Oldenbourg) 2005, 266 p. (Studien zur Zeitgeschichte, 70), ISBN 3-486-57807-3, EUR 39,80.

Si l'on peut difficilement promettre à «Von der Deutschen Akademie zum Goethe-Institut», en raison de son caractère moins émotionnel, le même succès de librairie que celui qu'a connu «Deutsche in der Fremdenlegion»¹, force est de constater que Michels maîtrise l'éclectisme. «Das Deutsche Institut in Paris 1940–1944»² avait déjà montré qu'il s'aventure avec autant de bonheur sur les terres de l'histoire culturelle que sur celles de l'histoire militaire, son dernier ouvrage le confirme.

Adossé à une documentation large et solide³, l'auteur s'emploie à rétablir dans sa réalité scientifique une évolution historique que la fonction de représentativité des instituts allemands à l'étranger avait conduit à embellir après-guerre en effaçant de sa mémoire et de son image quelques éléments douteux des années trente et surtout quarante. À cette période Michels consacre les chapitres IV à VI. Avec quelque 250 écoles de langue en Europe et un millier de collaborateurs, bénéficiant de dotations budgétaires enviables, l'Akademie connut jusqu'en 1944 une période particulièrement faste, qui n'était pas sans contraster avec des débuts modestes et avec les difficultés qu'elle avait encore rencontrées dans les premiers temps du national-socialisme, en dépit d'actions de main tendue en sa direction et de la méfiance qu'à l'image d'une partie des classes cultivées de la société weimarienne elle avait affichée face à la première République allemande. Qu'à l'automne 1943 la présidence en fût confiée, sur proposition de Goebbels à Hitler, au ministre (sans portefeuille) Arthur Seyss-Inquart, montre à quel point le régime lui accordait de l'importance: à la fin de la guerre elle était devenue la première organisation de propagande culturelle et de rayonnement linguistique du Troisième Reich.

En 1945 l'Akademie fut d'ailleurs, décision rare dans ce domaine, interdite par l'occupant américain eu égard à son passé, ce qui sonna également le glas du premier institut Goethe – et le début d'une période de mutation fondamentale. Jusqu'à présent cela a eu pour effet que les travaux qui lui étaient consacrés s'arrêtaient à cette date; Michels franchit le pas vers l'Institut Goethe nouvelle formule, ce qui lui permet de dévoiler des lignes de continuité encore inexplorées pour la période qui va de 1923 à 1960, par exemple dans le domaine de la pédagogie («méthode directe» d'enseignement de la langue, etc.). Par contre le rôle important qu'avait joué l'Akademie avant 1945 au plan de la recherche ne fut pas reporté sur l'Institut.

En 1951 la nécessité de redonner à la République un outil structuré pour sa politique culturelle à l'étranger conduisit à reconsidérer le problème. Rétablir la Deutsche Akademie ne s'avérant pas souhaitable à divers titres, et il fallait ménager les champs de compétence de l'IfA, du DAAD, etc. C'est ainsi que naquit à Munich un nouvel institut Goethe, le premier juillet 1952 – naissance assortie de la promesse d'une neutralité politique comparable à celle de l'avant-1936. Sa première tâche fut d'organiser un séminaire pour enseignants allemands à l'étranger. Alors qu'à l'Ouest on s'efforçait de tourner la page avec quelque ambiguïté, Berlin-Est s'efforça un temps de tirer parti du passé – signe que l'action de l'Institut Goethe n'était pas dénuée d'efficacité. Les années soixante virent au demeurant se réduire à la por-

1 Eckard MICHELS, *Deutsche in der Fremdenlegion 1870–1965. Mythen und Realitäten*, Paderborn 1999.

2 Id., *Das Deutsche Institut in Paris 1940–1944*, Stuttgart 1998.

3 Il n'existe pas de fonds commun regroupant les dossiers de l'Akademie et de l'Institut Goethe; Michels a consulté notamment les Archives fédérales de Berlin et de Coblenz, les Archives politiques de l'Auswärtiges Amt (Berlin), le Bayrisches Hauptarchiv et l'Archiv der Bayrischen Akademie der Wissenschaften (Munich), les archives de l'Institut für Zeitgeschichte ainsi que de l'université de Munich, de l'Institut für Auslandsbeziehungen de Stuttgart, du Public Record Office de Kew, etc.

tion congrue ceux qui avaient travaillé pour l'Akademie sous Hitler, dans la décennie suivante le renouvellement du personnel était achevé. Depuis 1959 l'Institut Goethe a pour mission non seulement d'œuvrer à la diffusion de la langue hors des frontières, mais aussi d'assurer une présence culturelle allemande.

Par-delà ce qui apparaît comme une étude de cas, l'auteur évoque les débats et la philosophie qui ont longtemps sous-tendu la politique culturelle allemande à l'étranger. Elle complète opportunément d'autres études consacrées à la politique culturelle allemande à l'étranger⁴, mais constitue en elle-même un ouvrage de référence incontournable.

Jean-Paul CAHN, Paris

Insa ESCHEBACH, *Öffentliches Gedenken. Deutsche Erinnerungskulturen seit der Weimarer Republik*, Frankfurt a. M. (Campus) 2004, 225 p., ISBN 3-593-37630-X, EUR 24,90.

Le livre d'Insa Eschebach contribue à un genre historique très actuel, européen en général, allemand en particulier: celui de l'étude du souvenir et de la mémoire commune. Surmontant les dangers d'un vocabulaire spécifique parfois abscons, l'ouvrage offre l'intérêt de prendre en considération le temps long, en traitant des commémorations allemandes au cours du XX^e s., de la république de Weimar à nos jours. Cette périodisation a certes pour conséquence de placer en parallèle des événements et des contextes particulièrement différents, sinon opposés; mais c'est justement ce qui fait l'intérêt du travail, avec une comparaison possible des objets et modes de commémoration, comme des techniques de ritualisation. De fait, les mémoires traitées ici sont à l'image de l'histoire allemande du XX^e s., en un parallèle évident avec les »Deutsche Erinnerungsorte«.

La commémoration, nous indique Eschebach dans une première partie théorique, puise ses sources dans la religion: c'est celle-ci qui fonde la célébration de certaines dates ou de certains lieux, en lien avec des événements ou le culte des saints. Associés étroitement à l'État dans la commémoration, la religion et ses représentants se voient ensuite progressivement écartés, l'État élaborant son propre culte, élevant certains personnages au rang de saints, développant une vénération des noms, et n'hésitant pas à reprendre à son compte le système des reliques.

Par ailleurs, la commémoration n'est pas un acte spontané: décidée par le haut, elle s'illustre par des cérémonies consensuelles imposées. Néanmoins, la longue durée permet de constater le caractère mouvant de telles manifestations, comme le montrent les études de cas auxquelles l'auteur procède. Ainsi, les marins morts au courant de la Première Guerre mondiale, considérés comme des héros, en appellent certes à une revanche aussi bien sous la république de Weimar (première inauguration du mémorial de Laboe, en 1927) que sous le régime nazi (deuxième inauguration en 1936); mais confiés au souvenir des familles sous Weimar, ils font l'objet d'une appropriation par le mouvement national-socialiste sous le Troisième Reich. De même, la vocation d'une commémoration, centrée sur un même monument, peut évoluer: le mémorial de Laboe, incarnation du souvenir, devient lieu de revendications, qu'il s'agisse des appels au relèvement de l'Allemagne, ou, après la Deuxième Guerre mondiale, à la libération des amiraux emprisonnés suite aux procès de Nuremberg ou à la réunification, accompagnée d'une mise en garde contre l'URSS et la privation de liberté en RDA.

De même, un lieu de commémoration peut faire l'objet de rituels à géométrie variable. C'est le cas des camps de concentration installés sur le sol allemand, terrains d'une mémoire

4 Celle notamment que Volkhard Laitenberger a consacrée au DAAD (Göttingen 1976), celle de Kurt Düwell et Werner Link (ouvrage collectif) sur la politique culturelle allemande depuis 1871 (Cologne 1981), celle encore (ouvrage collectif également, en trois volumes) de Peter Alter (Cologne 2000), celle de Ulricke Stoll, etc.